15 mai 2014

Appel à la mobilisation massive contre une politique d'austérité salariale inacceptable !

A l'heure où le gouvernement a d'ores et déjà annoncé économiser 50 milliards d'euros dont 19 milliards dans la Fonction Publique d'État, le discours du Premier ministre du 16 avril confirmant le gel de la valeur du point d'indice jusqu'en 2017 comme des pensions et annonçant la poursuite des suppressions d'emplois dans les ministères dits « non prioritaires », sont autant de marques d'un profond mépris pour tous les agents de l'Etat !

Les fédérations syndicales du ministère de la Défense **FO, CFDT, CGT, UNSA, CGC et CFTC**, dénoncent l'absence de négociations salariales dans la Fonction Publique, la dégradation de la qualité de l'emploi public et revendiquent une meilleure reconnaissance des agents en termes de pouvoir d'achat, de missions et de conditions de travail.

Rien ne peut justifier que les agents de notre ministère payent la facture et supportent les effets de la crise ! Les agents de la fonction publique jouent un rôle déterminant dans notre ministère et la reconnaissance de leur travail ne peut donc plus attendre.

Le gouvernement doit ouvrir sans délai de réelles négociations sur les rémunérations et tout particulièrement sur le point d'indice qui constitue la base de la rémunération afin de garantir des emplois publics de qualité correspondant aux besoins.

Les perspectives annoncées pour 2014 et les années à venir avec la LPM sont des suppressions d'effectifs et des baisses de crédits dont les personnels subissent les conséquences au quotidien. Les restructurations de la Défense continuent comme sous les précédents gouvernements !
Elles participent à la dégradation des conditions de travail, renforcent l'incertitude sur la pérennité des missions et des établissements et entraînent des risques psychosociaux.

En matière de rémunération et qualité des emplois

Revendiquons :

- Une revalorisation immédiate du point d'indice,
- La refonte des grilles indiciaires permettant la revalorisation de tous les métiers et des mesures de rattrapage,
- Le déblocage des bordereaux de salaire des ouvriers de l'Etat et la suppression des abattements de zones,
- Une reprise des augmentations pour les contractuels,
- Une meilleure reconnaissance des compétences et des qualifications,
- Une civilianisation accrue et rapide dans le soutien et l'administration générale
- L'abolition de la politique de régression orchestrée en matière de promotion,
- Des perspectives de carrière pour tous les agents,
- Des mesures fortes contre la précarité,
- Un arrêt des suppressions d'emplois et la réalisation des recrutements nécessaires pour réaliser nos missions, afin d'éviter leurs externalisations,
- Une meilleure Qualité de Vie au Travail

Seule une forte mobilisation pourra freiner cette politique de recul social !

La réponse à ce mépris total et à cette dégradation de qualité de vie au travail doit être à la hauteur des enjeux et des blocages annoncés !

Donnons un signal fort !

Pour Les fédérations Défense
FO, CFDT, CGT, UNSA, CGC et CFTC
Il est important de répondre massivement le 15 mai 2014, aux appels à la grève, aux manifestations et rassemblements organisés !

Paris, le 28 avril 2014